GENEVE

Année XXXVI - N° 944 - 15 MARS 1936

LE RÉVEIL anarchiste

Dans l'histoire les épris de justice deviennent souvent des repris de justice.

REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Le Réveil, No I. 4662. Genève

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

Nos camarades anarchistes emprisonnés

Tronchet, Henri, deux ans de prison pour protestation contre le militarisme.

Moret, Armand, 15 mois de prison pour protestation contre le militarisme.

Bœsiger, André, 17 mois de prison pour trois refus de servir le militarisme.

Chevalier, Fernand, 4 mois de prison pour action contre les fascistes italiens et démolition de taudis.

Tronchet, Lucien, un mois de prison pour démolition de taudis.

Cornu, Auguste, un mois de prison pour manifestation contre les clérico-fascistes et démolition de taudis.

Fellay, Fernand, huit jours de prison pour action syndicale contre le patronat.

COMITE D'ENTR'AIDE
aux victimes de la répression et à leurs familles.

Demander listes de souscription :
Bersot, 10, rue Cavour, Genève. Compte de chèques postaux I.7185.

Nous faisons appel à l'aide de tous nos camarades et particulièrement à ceux en dehors de Genève.

Nous avons des victimes de la répression à soutenir régulièrement, semaine après semaine. Que chacun veuille faire un effort.

Lieux communs.

Dans *Le Barrage*, Ch. Boussinot dénonce un travers dans lequel la plupart de ceux qui écrivent pour les journaux de gauche ou de droite tombent ridiculement. C'est celui qui nous vaut :

1. Les affirmations pontifiantes au nom du peuple français ou d'une fraction de ce peuple ;
2. Les questions indignées des bonzes de l'opinion ;
3. Les solutions-remèdes aux problèmes de l'heure.

En voici des exemples:

Jamais le citoyen français n'admettra que... ;

ou bien :

La France se dressera toujours devant... ;

ou encore :

Le pays réel demande, exige... ;

et aussi :

Le Prolétariat de ce pays montrera au monde que...

La classe ouvrière n'est pas disposée à...

Et, l'avez-vous remarqué ? régulièrement le peuple français, la classe ouvrière, la France de Jeanne d'Arc, de Voltaire et de Stavisky déjoue les pronostics les plus infaillibles, les affirmations les plus péremptoires. Ce qui n'empêche pas les pisse-copie de continuer leur petit jeu. D'ailleurs, comme les voyantes extra-lucides, ils vivent sur l'avenir, et quant au passé ils savent que la faculté d'oubli est grande au fruitier des poires.

L'autre façon de procéder est plus amusante encore, en ce sens que, la question posée, il suffit d'enlever la négation et le point d'interrogation pour trouver la réponse. C'est un petit jeu de société instructif et moins difficile que les mots croisés.

Par exemple :

Est-ce que les Républicains de la Chambre actuelle permettront une nouvelle atteinte aux lois constitutionnelles ?

Est-ce que le pays va continuer à engraisser de sa sueur les oligarchies financières qui l'oppressent ?

Est-ce que Edouard, Ernest et Ludovic-Oscar toléreront que la loi de séparation soit ouvertement violée ?

Tout cela, bien entendu, ne s'applique pas uniquement à la presse française ; notre presse helvétique donne continuellement des exemples identiques.

JUSTICE !

Quelques petites notes, incomplètes d'ailleurs, au hasard.

M. Miéville, dont nous avons en vain réclamé des nouvelles, n'a pas été libéré par la Cour de cassation ni par un non-lieu. Le Parquet n'a pas non plus annoncé d'avoir classé l'affaire. Pourquoi donc n'est-il pas processé ?

La raison n'en peut-être qu'une seule. Notre magistrature craint évidemment ce que les Italiens appellent la *chiamata di correo*, autrement dit l'accusé faisant appel à d'autres aussi ou plus coupables que lui. Et il s'agit de laisser en paix les acquittés par la Cour de cassation et de leur permettre d'obtenir des indemnités pour... diffamation !

L'enquête Colombi et consorts pour espionnage et menées irrédentistes, autrement dit haute trahison, est close depuis plusieurs mois; mais le procès n'est pas annoncé et il est facile de prévoir qu'il n'aura pas lieu. Le rôle du gouvernement italien pourrait y apparaître sous un jour particulièrement odieux et mieux vaut ne pas en parler, car tout doit être mis en œuvre pour ne pas déplaire à Mussolini.

M. le colonel Fonjallaz, grand homme de nos patriotes nationalistes les plus farouches, est depuis plus d'une année l'objet d'une enquête, dont les résultats sont gardés secrets S'il avait été possible de le blanchir, c'eût été fait à grand fracas en haine des socialistes qui ont relevé plusieurs agissements louches du personnage. Mais ici encore le Ministère public fédéral jugera opportun d'étouffer le scandale et de ne pas rechercher d'où viennent les sommes considérables de la propagande fasciste.

Grand bruit et plus grande indignation pour les déprédations commises à la Cathédrale de Saint-Pierre, à Genève. Nous ne savons à combien peut monter le dommage, mais parions qu'il s'agit d'une somme dérisoire. Or, il est question d'une réunion de tous les représentants des confessions religieuses pour protester au nom de la liberté de conscience et des cultes. A remarquer que ces messieurs de toutes les chapelles peuvent exercer toute l'année leur ministère sans être le moins du monde dérangé. Un pasteur ne l'a été que deux fois, mais ce fut par les clérico-fascistes, auxquels s'opposèrent à cette occasion-là les anarchistes, oui, les anarchistes. Le Consistoire alors ne crut pas devoir protester, ce qui prouve bien qu'en l'occurrence il se livre à une basse manœuvre politique.

Messieurs les protestants ont-ils oublié l'atroce injure qui leur a été faite en coiffant la statue de Calvin d'une poubelle ? Comme l'on avait appris que l'exploit était dû à des étudiants bien pensants, pas d'indignation, de poursuites, d'enquêtes, d'arrestations. La chose change du tout au tout aujourd'hui, des ouvriers étant soupçonnés. Toute la magistrature et toute la police s'en sont occupées, et bien entendu il s'agit une fois de plus d'un *crime*. Ce ne sont que les inscriptions faites et les vitres brisées par des fascistes qui sont jugées de simples plaisanteries sans conséquences.

Dans les rapports de police contre nos camarades sont mentionnés les petits vols qu'ils ont pu commettre enfants, de même que les plaintes sans suites; mais pour ce qui concerne les fils à papa et toutes leurs frasques, qui ont indéniablement un caractère beaucoup plus grave car sans l'excuse du besoin, de la misère, de l'abandon, du chômage, nul rappel n'en est jamais fait. Toujours en somme les deux poids et deux mesures.

A Genève, nous allons bientôt avoir les élections judiciaires et nous apprenons que la candidature du procureur général Cornu, d'abord combattue pour n'avoir pas fait assez preuve de sévérité contre le pauvre monde en général et les anarchistes en particulier, a été agréée à la suite des derniers jugements obtenus contre nous. Il y avait longtemps que nous savions que la soi-disant justice n'est qu'une vulgaire vindicte.

L'IMBROGLIO ALLEMAND

L'Allemagne a dénoncé les traités de Versailles et de Locarno qu'elle avait déjà plus ou moins violés. La zone soi-disant démilitarisée, mais où il y avait déjà plusieurs dizaines de mille hommes, a vu arriver et s'installer de nouvelles troupes avec tous les engins de guerre.

Comme le régime de Mussolini, celui de Hitler est né pour la guerre. Les pacifistes nous pardonneront d'y insister, parce que c'est là une vérité démontrée et non pas un cliché qu'il nous plaît de réimprimer. Il est bon aussi de faire remarquer qu'aussi longtemps qu'en Italie et en Allemagne il y a eu des gouvernements « démocratiques », pour notre presse suisse et celle française nulle concession devait leur être faite; mais le langage de tous les plumitifs du nationalisme s'est entièrement modifié depuis que chemises noires et chemises brunes ont triomphé.

Comme pour Mussolini, depuis des mois les pacifistes insistaient pour une entente avec Hitler aussi. Malgré la constatation que l'accord franco-italien de Laval avait été conclu en vue de déclencher la guerre, un nouvel accord avec l'Allemagne était réclamé, bien que Hitler demande main libre à son tour pour une guerre contre la Russie. Nous ne sommes pas suspects d'avoir la plus lointaine sympathie pour le régime stalinien, mais ce serait la pire des infamies, sous prétexte de paix, que d'autoriser tacitement une nouvelle guerre. Et Hitler fait en somme valoir les mêmes arguments que Mussolini, de surpopulation, droit d'expansion, civilisation, dans quel but sinon dans un but impérialiste que le Duce a hautement avoué à plusieurs reprises, quitte à chercher ensuite les plus misérables, ridicules et contradictoires excuses pour justifier sa guerre.

Une entente réellement pacifique eût été peut-être possible avant le triomphe des fascismes, qui ne sont autre chose que des militarismes forcenés s'adonnant systématiquement à la militarisation de toute la vie. Mais les marchands de canons et toute la presse à leurs ordres l'ont empêchée. Ce qui fait la situation tragique d'aujourd'hui. Ce n'est pas en vue d'intérêts réels que Mussolini fait sa guerre — jamais expédition coloniale ne fut aussi désastreuse —; comme ce n'est pas en vue de donner du pain au peuple allemand que Hitler en épuise toutes les ressources ; mais en vue avant tout et surtout de conquêtes et de gloires militaires. Certains pacifistes trouvent qu'il faut leur faire confiance quand même, ce qui ne va pas sans de sérieux dangers. Personne ne songera, du moins nous l'espérons, à prétendre que nous souhaitons une guerre à l'Italie ou à l'Allemagne; mais nous insistons à montrer les choses telles qu'elles sont. Maintenant le choix est entre sanctions contre l'Allemagne ou tractations avec l'Allemagne, et nous souhaitons ces dernières, sans toutefois nous faire des illusions. Ou il y a résistance à l'intérieur de chaque peuple, ou nous allons à la guerre. Nous reprenons notre formule d'avant 1914 : Ou la révolution, ou la guerre.

Croire à nous ne savons quel miracle permettant d'empêcher la guerre sans l'insurrection de ceux qui sont appelés à la faire, nous paraît une véritable niaiserie. Or, cette insurrection comment l'espérer de de la part de masses empoisonnées de militarisme, auxquelles il n'est permis d'entendre aucune voix ou de lire aucun écrit antimilitariste ? En perdant la liberté les peuples perdent du même coup la paix. Pour défendre celle-ci, il faut en effet avoir celle-là.

Soulignons que toutes ces classes dirigeantes qui prétendent nous faire la morale donnent l'exemple de méconnaître la foi publique, qui est pourtant la base indispensable de toute société. Que pouvons-nous attendre de nouveaux pactes, accords, traités, conventions, etc., si la foi-mentie est désormais admise ?

Lisez donc tout ce qui a été écrit sur le conflit italo-éthiopien par nos organes les plus graves. Ils trouvent tous que c'est un péché mignon de renier sa signature, lors même qu'il ne s'agit pas d'engagements pris sous l'empire de la force, mais qui ont été conclus volontairement et étant au surplus le plus fort, comme ce fut le cas pour le pacte de 1928 entre le Négus et Mussolini.

Toutefois, l'abjection des gouvernants ne doit pas nous faire oublier les fautes des peuples. Une paix réelle exigeait aussi la révolution et malheureusement celle-ci n'a été que l'objet de beaucoup de déclamations, sans que jamais, comme le demandaient les anarchistes, elle ait été envisagée sérieusement. Les soi-disant partis du prolétariat n'ont rien trouvé de mieux que de se déchirer mutuellement, dans le but de s'assurer la suprématie et la dictature éventuelles, cependant que la réaction se fortifiait chaque jour jusqu'à les éliminer entièrement ou à constituer une menace telle que, renonçant à leur propre doctrine, ils ont cherché une collaboration avec la bourgeoisie en vue simplement de garder leur droit à l'existence dans le cadre de l'économie et de l'Etat du capitalisme.

Et aujourd'hui, en présence de la plus terrible menace, la guerre, les partis et organisations prolétariennes de millions d'hommes demeurent impuissants, inactifs, incertains, se bornant tout au plus à s'offrir de se mettre à la suite de la S d. N. Et c'est ce prolétariat qui n'étant rien, en tant que volonté du moins, prétend être tout !

C'est aux jours décisifs de l'histoire que chacun peut s'apercevoir de tout ce que contient de vrai l'enseignement anarchiste. Car nous voyons alors de grandes foules stupidement indifférentes ou profondément troublées sans volonté et connaissance d'action. C'est lorsque l'intervention de tous et de chacun devient nécessaire que l'on comprend qu'une solidarité qui n'est pas d'individualités formées à l'action directe, ayant confiance et sachant se déterminer d'elles-mêmes, n'est en somme qu'un vain mot. Les foules dressées à servir tel ou tel parti ne sauraient servir leur propre cause sans tarder à l'heure du danger. Bien plus, elles ne la sentent pas même cette cause, qui leur a toujours été présentée comme étant au-dessus d'eux et aux mains de quelques sauveurs, au lieu de n'être que l'expression même de leurs pensées, sentiments, aspirations et nécessités.

Regardons autour de nous en ce moment même. Constatons-nous une passion générle, qui spontanément s'exprime en une activité pour la paix et la liberté ? Non, le monde attend les événements au lieu de les amener et imposer lui-même. Et dire que nous sommes traités d'utopistes ?

L. B.

Miracles de la corporation.

Il Lavoro fscista, organe des corporations ouvrières fascistes fait cet aveu :

Il y a en Italie quelques provinces, surtout dans le centre et dans le Midi où beaucoup de contrats collectifs de travail, particulièrement dans le secteur industriel, n'ont encore pu être stipulés. Pourquoi ? C'est très simple. Il existe dans le fait des conditions de salaires tellement misérables que pour réussir à aplanir avec une équité comparable les différends contractuels, il faudrait introduire des augmentations de salaires de 50 et parfois de 100 pour cent. Et il est à remarquer que non seulement les salaires, mais très souvent les horaires de travail dépassent sensiblement les normes légales.

Naturellement Messieurs les fonctionnaires corporatifs ne font ainsi que jeter de la poudre aux yeux des ouvriers, auxquels ils défendent légalement de se coaliser. Pas de lutte de classe ! et alors le patronat n'a qu'à faire la sourde oreille et se livrer à l'exploitation la plus dure. C'est un tel état de choses que souhaitent pour nous les Berra, les Lescaze, les Géo, les Picot, etc.

Choses d'Espagne

La victoire du Front populaire en Espagne a permis une fois de plus d'enterrer l'anarchisme et les anarchistes! Cela s'était déjà vu au lendemain du 14 avril 1931, et pourtant pendant ces cinq ans la preuve avait été fournie une fois de plus que les succès électoraux ne modifient pas grand'chose! Pour la République espagnole, il était permis en somme de répéter la phrase: « La monarchie continue ! »

Ah ! mais cette fois-ci, c'est plus sérieux! Et nous le souhaitons de grand cœur, sans pouvoir nous défaire de notre scepticisme.

Aurions-nous donc souhaité le triomphe de Gil Robles et du fascisme ? Non, certainement, mais nous croyons dangereux, aujourd'hui plus que jamais, de donner des illusions sur ce qu'il est permis d'espérer du bulletin de vote.

Il nous semble ici entendre répliquer triomphalement : Et les trente mille prisonniers libérés, qu'en faites-vous ?

Eh bien, braves gens, c'est à l'anarchie qu'ils doivent leur libération et non à une mesure légale. Ne protestez pas et écoutez tout ceci.

L'ancien gouvernement parti et le nouveau installé, ce dernier avait annoncé un article unique à soumettre aux Cortès ne se réunissant que quelques semaines plus tard, article ainsi conçu : « Sont amnistiés les prévenus et condamnés pour crimes et délits politiques et sociaux. »

Rendons justice à Largo Caballero qui trouva cela insuffisant et proposa deux articles additionnels ainsi conçus:

1. Sont aussi amnistiés les prévenus et condamnés pour délits de droit commun, quels qu'ils soient, pourvu que réalisés en connexion avec des nouvements politiques et sociaux et commis à cause et en occasion des dits mouvements.

2. Sont également amnistiées les Sociétés, sans distinction de caractère, qui auraient été dissoutes par décision judiciaire ou à la suite de toute autre sanction pour avoir participé aux délits énoncés dans les articles précédents.

Hélas ! Caballero retira, sur la prière d'Azana, ces deux adjonctions. Heureusement, le peuple espagnol, sous l'influence des anarchistes, connaît les méthodes d'action directe, et alors que le gouvernement n'aurait voulu que libérer Companys et quelques autres chefs, il exigea la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Ce ne fut pas sans peine et sans qu'il y ait du sang versé, car le gouvernement du Front populaire laissa aussi tirer sur la foule.

C'est ainsi que ce bilan incomplet nous a été communiqué en date du 24 février dernier :

A Calchorra (Malaga), un mort : Jean Garcia Aranda.

A Madrid, un mort : Antonio Perez Villarubia.

A Alicante, deux morts : Enrique Castel et Enrique Ocampi. Le feu est mis à la prison.

A Albacete, tentative d'incendie de la prison.

A Toledo, cinq blessés, peut-être même un ou deux morts. Il y eut attaque à la prison et au local fasciste.

A Cordoue, trois blessés devant les prisons.

A Bilbao, Gijon, Murgia, Séville, assauts ou tentatives d'assauts aux prisons.

A Barcelone, deux morts, dont un est le camarade José Pupol qui avait adopté une orpheline des Asturies.

A Saragosse, grève générale qui ne se termina qu'après les premières sorties de prisonniers.

A Oviedo, tous les prisonniers sans distinction furent libérés par la foule et la prison resta vide.

C'est l'action directe et non le bulletin de vote qui a obtenu une amnistie assez complète pour les victimes d'octobre 1934 et de plus tard; reste à obtenir la libération des condamnés des mouvements précédents.

La foule a aussi brûlé quelques églises, vu leur nombre excessif. A Barcelone, un curé, en prévision d'une attaque, avait transformé l'église en forteresse, avec revolvers, fusils et bombes, saisis par la police.

Ainsi, même avec le triomphe du Front populaire, les victimes continuent à être du côté du peuple, et il est bien avéré en ce qui concerne les promesses électorales, que le peuple les réalisera de haute lutte ou elles resteront lettre morte.

Maintenant qu'en sera-t-il de la réforme agraire, autre point du programme du Front populaire ? Nous craignons fort que les paysans ne s'insurgeant pas et ne procédant pas eux-mêmes à la création d'une nouvelle situation de fait, les Cortès, à travers d'interminables débats parlementaires, n'accouchent comme la montagne que d'une souris. Il est à remarquer que les bourgeois de 1936 paraissent ne pas vouloir même aller aussi loin que les bourgeois de 1789 en matière d'expropriation des terres. Et pourtant la transformation de la propriété du sol est la première base de toute révolution réelle.

Le fait même que les socialistes n'ont pas voulu participer à la formation du nouveau gouvernement prouve qu'ils n'espèrent en somme pas grand'chose. Ils pensent que les bourgeois de gauche seront vite usés et alors ce sera leur tour. Seulement, au lieu de cette succession, il pourrait fort bien y avoir un nouveau recul, et lorsque les socialistes croiraient leur heure venue, la bourgeoisie tout entière se coalisant instaurerait une sorte de fascisme contre le socialisme.

La situation reste ainsi obscure en dépit des cris de triomphe. Passée la première alerte, les clérico-fascistes retrouveront toute leur assurance et feront jouer toutes les influences et tous les moyens immenses dont ils disposent. D'autre part, les adhérents du Front populaire visent avant tout à en finir avec les anarchistes, c'est-à-dire avec l'élément agissant, avec la principale force à opposer à la réaction. A la faveur de l'équivoque électorale, la manœuvre se dessine toujours plus clairement et elle est favorisée par le flottement de pas mal de syndiqués.

Or, le jour où le syndicalisme espagnol, sous prétexte d'unité, aura perdu le fond révolutionnaire qu'il a eu jusqu'ici, où il sera en tout pareil aux Confédérations générale du Travail d'à présent ou d'avant le fascisme en Italie, Allemagne, Autriche, France, Angleterre, Belgique, etc., ce jour-là la voie sera ouverte à n'importe quelle restauration !

N'oublions jamais que la légalité est sans issue, et se confier à ceux qui en fait de « vacances de la légalité » ne conçoivent que leur terrorisme dictatorial au moyen des forces armées de l'Etat, c'est aller à une nouvelle servitude, sans compter qu'un tel programme crée en somme une mentalité non pas d'hommes libres, mais d'aveugles partisans.

Nous faisons confiance à nos camarades d'Espagne pour qu'ils maintiennent jalousement leur indépendance. L'union fait la force, c'est entendu, mais en tant qu'elle n'est pas recherchée précisément pour briser la force d'une partie des adhérents et n'en faire qu'un troupeau docile aux ordres de mauvais bergers. C'est là, nous le répétons, le but avoué des chefs du Front populaire. Ramener syndicalistes et anarchistes dans les voies électorales et parlementaires, ôtant ainsi à la masse toute force propre, directe, libre, pour la rendre *gouvernable* à souhait. On peut, par contre, admettre des alliances éventuelles pour des buts bien déterminés, mais chaque groupement gardant son autonomie et sa physionomie.

La croyance au nombre a été jusqu'ici très décevante, surtout en matière d'associations ouvrières. Inutile de rappeler les organisations de millions d'individus qui n'ont su opposer la moindre résistance. Et alors pas d'absorption fallacieuse; tout au plus « désarmement des haines », comme le proposait autrefois cette canaille de Gustave Hervé ! Chacun avec ses conceptions, son programme et ses méthodes. En fait d'union, ne l'accepter que sur le terrain de l'action.

L. B.

La question du vote

Elle s'est posée une fois de plus à l'occasion des élections espagnoles du 16 février écoulé. Nous croyons utile de verser au débat cette lettre de Malatesta à Fabbri :

Rome, ce 18 mai 1931.

. . . . . .

Je commence à recevoir quelques journaux espagnols, qui augmentent ma volonté de me rendre sur place, sans en augmenter, hélas! la possibilité.

A propos de tes remarques sur le fait que la chute de la monarchie espagnole fut déterminée par une manifestation électorale, je te dirai que s'il est vrai que ce fait donnera un certain crédit à la lutte électorale et sera certainement exploité par les électionnistes dans leur propagande et dans les discussions éventuelles avec nous, il n'infirme nullement notre thèse si les faits et les théories sont dûment exposés et compris.

En réalité, les élections que nous combattons, c'est-à-dire celles qui servent à nommer des gouvernants, ou tendent, en période préparatoire, à discréditer et paralyser l'action des masses, ne sont pas l'équivalent du fait espagnol. Les élections municipales espagnoles ont été l'explosion du sentiment antimonarchiste de la population, qui a profité pour se manifester de la première occasion qui s'est présentée. Les gens ont couru aux urnes comme ils auraient couru à une place faire une démonstration, s'ils n'avaient pas craint les coups de fusil de la *Guardia Civil*.

Ce n'est pas dit avec cela que les urnes aient décidé de la situation, car si le roi ne s'était pas senti abandonné par les classes dirigeantes et s'il avait été sûr de l'armée, il se serait moqué des élections et aurait mis ordre aux choses avec quantité de menottes et quelques bons massacres.

Certainement il eût mieux valu que la monarchie tombât d'une autre façon, à la suite, par exemple, d'une grève générale ou d'une insurrection armée, car le fait que le mouvement a pris les formes électorales a une mauvaise influence sur sa nature et sur ses futurs développements probables; mais en somme mieux cela que rien. Nous pouvons regretter qu'il n'y ait pas eu des forces suffisantes pour faire triompher nos méthodes, mais nous devons nous réjouir que les gens cherchent, par n'importe quelle voie, de conquérir plus de liberté et plus de justice.

Te rappelles-tu lorsque Cipriani fut élu député à Milan? Quelques camarades furent scandalisés, car, après avoir prêché l'abstention, je me suis réjoui du résultat de l'élection. Je disais, et je dirais encore, que puisqu'il y a ceux qui, sourds à notre propagande, vont voter, c'est consolant de voir qu'ils votent pour un Cipriani plutôt que pour un monarchiste ou un clérical — non pas pour les effets pratiques que la chose peut avoir, mais pour les sentiments qu'elle révèle.

Cette question des élections a toujours été, même parmi nous, une maudite question, car beaucoup de camarades donnent une extrême importance au fait matériel du vote et ne comprennent pas la véritable nature de la question.

Par exemple, une fois à Londres une section municipale distribua des bulletins pour demander aux habitants du quartier s'ils voulaient ou non la fondation d'une bibliothèque publique. Croirais-tu qu'il y eut des anarchistes qui, tout en désirant la bibliothèque, ne voulaient pas répondre *oui*, parce que répondre c'était *voter ?*

Et n'y avait-il pas, du moins de mon temps, à Paris et à Londres, ceux qui trouvaient anti-anarchiste lever la main dans un meeting pour approuver l'ordre du jour qui exprimait leurs idées? Ils applaudissaient les orateurs qui soutenaient une résolution donnée, mais se refusaient ensuite de manifester leur approbation par une levée de main ou par un *oui*, parce que les anarchistes *ne votent pas.*

Revenant à l'Espagne, naturellement la question se pose différemment au sujet des élections pour les *Cortes Costituentes.* Ici il s'agit vraiment d'un corps législatif que les anarchistes ne doivent pas reconnaître et à l'élection duquel ils ne doivent pas participer. Naturellement s'il doit y avoir Constituante, il est préférable qu'elle soit républicaine et fédéraliste et non monarchiste et centraliste; mais la tâche des anarchistes reste celle de soutenir et montrer que le peuple peut et doit organiser lui-même le nouveau mode de vie et non pas se soumettre à la loi. Et je crois qu'on peut mieux obliger la Constituante à être le moins réactionnaire possible et l'empêcher d'étrangler la révolution en agissant en dehors d'elle plutôt qu'en dedans.

Je chercherais à opposer à la Constituante des Congrès permanents (locaux, provinciaux, régionaux, nationaux) ouverts à tous, lesquels, s'appuyant sur les organisations ouvrières, discuteraient toutes les questions qui intéressent la population, prendraient toutes les initiatives nécessaires (expropriation, organisation de la production, etc.), établiraient les rapports volontaires entre les différentes localités et les différentes organisations, conseilleraient, entraîneraient, etc.

Mais il vaut mieux en finir. Tu recevras cette lettre lorsque la situation aura peut-être changé; et moi je recevrai ta réponse lorsqu'il y aura peut-être eu un autre changement.

. . . . . .

Errico MALATESTA.

Chèques sans provision.

Un gouvernement émet des billets valant 100 qui un beau jour ne valent plus que 20. N'est-ce pas là une colossale émission de chèques sans provision se chiffrant à des milliards?

Un financier genevois écoule pour 600 mille francs d'actions de la Banque de Genève, sachant que dans quelques mois elles ne vaudront plus rien. N'allez pas dire que c'est un filou, vous seriez condamné pour diffamation. C'est un homme d'affaires prévoyant. N'importe que le cas est en tout pareil à celui d'émettre, le sachant, des chèques sans provision.

La notion d'honnêteté de la justice et de la morale bourgeoises est quelque peu étrange.

ERRATA

4me colonne, 4me page, 2me ligne après le sous-titre *La défense :*

le 9 novembre 1932, mais à celle-là M. le

Cette ligne doit être transférée au bas de la 3me colonne, comme 12me ligne à partir d'en bas.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

A propos d'abstentionnisme

Trois questions.

Le Groupe « Màs Lejos » de Barcelone veut bien nous soumettre le questionnaire suivant :

1. L'abstentionnisme électoral est-il pour les anarchistes une question de principe ?
2. Peut-on, au contraire, le considérer comme une simple question de tactique ?
3. Les anarchistes peuvent-ils, en vue de telles ou telles circonstances, *et laissant de côté tous les scrupules*, s'apprêter à la prise et à l'exercice *transitoire* du pouvoir, sous n'importe quelle forme, comme moyen d'accélérer la marche vers la réalisation de l'anarchie ?

La Suisse est peut-être le pays au monde où il y a le plus d'élections et votations. Nous avons des élections communales, cantonales et fédérales; nous élisons tous les pouvoirs: législatif, exécutif et judiciaire; nous avons les droits de referendum et d'initiative, sans compter nombre de lois et décisions parlementaires soumises obligatoirement à la ratification populaire ; nous pouvons voter sur une vingtaine d'objets différents par année, et avec tout cela les choses chez nous ne se passent pas bien différemment qu'ailleurs.

Aux trois questions ci-dessus, tout anarchiste ne peut que répondre non.

L'anarchisme niant l'autorité ne peut participer à l'élection d'une autorité. Il ne saurait y avoir le moindre doute à ce sujet.

L'anarchisme répudie toute tactique électorale pour s'en tenir à la tactique d'action directe. Le vote est en contradiction non seulement avec nos principes, mais à la tactique qui forcément en découle pour nous.

Quant à la prise et à l'exercice transitoire du pouvoir pour hâter la marche à l'anarchie, ce n'est ni plus ni moins que la tromperie marxiste et bolcheviste contre laquelle, depuis qu'anarchisme il y a, nous sommes insurgés de toutes nos forces. Au surplus, l'exemple de la Russie est venu nous donner entièrement raison. La suite d'une « prise de pouvoir » y a bien été ce qui avait été prévu par nous et personne n'oserait plus dire qu'il y a en Russie acheminement à l'anarchie. Les anarchistes se voient, par contre, acheminés vers les bagnes, les pénitenciers, les isoloirs, les lieux meurtriers de déportation.

Vote et action directe.

Cela dit, comme il n'y a rien d'absolu au monde, examinons les cas qui peuvent se présenter de voter, non pas en vue de devenir le pouvoir, mais de faire aboutir telle ou telle mesure qui nous tient à cœur.

Nous posons à nos camarades espagnols cette question que nous ne saurions résoudre : Sans l'atmosphère et l'enthousiasme — éphémères sans doute — créés par la victoire électorale, auraient-ils eu la force et la possibilité d'entraîner les masses devant les prisons pour exiger une libération, sinon complète, très importante des victimes politiques ? Celle-ci est due incontestablement à une action directe, mais le vote n'a-t-il pas contribué à créer l'ambiance et les conditions nécessaires précisément pour passer aux actes ? La mentalité anarchiste n'existe pas toujours même chez ceux qui se disent anarchistes et, d'ailleurs, il est impossible d'agir dans un milieu qui ne soit pas sympathique à notre action ou tout au moins qui n'y est pas hostile. Dès lors nous avons à profiter de tout état d'esprit favorable pouvant se vérifier à un moment donné pour les plus différentes raisons. Et il est certain que tout en restant nous-mêmes, nous ne pouvions que souhaiter, comme le dit fort bien Malatesta en une lettre que nous donnons dans ce même numéro, la victoire du Front populaire.

Mais attention aux manœuvres tournantes, visant à nous entraîner sur le terrain électoral, parlementaire et légalitaire où le socialisme s'est jusqu'à présent embourbé et perdu. Emettre un vote en telle ou telle circonstance peut paraître et même être réellement utile, à condition d'appliquer ensuite nous-mêmes sans tarder ce que nous espérions du dit vote, en ne le considérant pas comme une simple indication donnée à des autorités, mais comme un ordre à nous-mêmes d'aller de l'avant.

Les votations en Suisse.

Celui qui écrit ces lignes aurait pu depuis quarante-quatre ans participer à plusieurs centaines de votes et n'a pris part à un seul. Il est vrai que le nombre des anarchistes est minime en Suisse et nous n'aurions pu changer aucun résultat. La question pourrait se poser autrement, en quelques cas du moins, là où ils constituent une force pouvant être décisive.

En Suisse les électeurs sont appelés à se prononcer sur des travaux communaux, cantonaux et fédéraux — ponts, routes, écoles, chemins de fer, hôpitaux, tunnels, endiguements, forces motrices, canalisations, assainissements de quartiers, etc. En pareils cas, l'abstention est-elle un principe ?

Ce n'est pas tout. Le peuple eut aussi à [illegible] le droit au travail, les

huit heures, les impôts, les lois de répression, l'augmentation de la taxe et du service militaires, la baisse des traitements des fonctionnaires, l'assurance invalidité et vieillesse, le prélèvement sur les fortunes, les logements, etc. Ici encore, fallait-il s'en désintéresser? C'est ce que presque tous les anarchistes ont fait.

Peuple admirable, d'ailleurs, que le peuple suisse ! Ainsi il a voté *contre* le droit au travail, l'assurance vieillesse et invalidité, le prélèvement sur les fortunes, les dégrèvements des contribuables — et *pour* les codes et lois dirigés contre lui, les augmentations successives d'impôts, les réformes militaires comportant prolongement de service, avec doublement de la taxe pour les exemptés, et du budget de guerre.

Il est bien arrivé au peuple de voter contre des lois liberticides, tout en les laissant ensuite réaliser par de simples mesures et règlements de police; de rejeter la baisse des salaires, sauf à permettre après au gouvernement d'en pratiquer deux réductions successives; d'accepter les huit heures, sans se soucier de leur stricte application. Il faut aussi dire que nos élus, lorsqu'ils savent une décision antipopulaire, ils ont la ressource d'y ajouter la clause d'urgence qui la soustrait au vote du peuple.

Démocratie et fascisme.

En somme, nous pouvons dire, après presque un demi-siècle d'expérience, que le peuple n'a tiré aucun avantage, nous ne dirons pas des élections de toutes ses autorités, ce qui ne nous paraît pas devoir être mis en discussion parmi les anarchistes, mais même d'un ensemble de votes sur les objets les plus différents.

Allons-nous, pour cela, déclamer contre la démocratie, comme le font les fascistes, pour exalter le pouvoir personnel? Non, car nous savons qu'il est infiniment plus oppresseur et spoliateur. Ce qui vient de se passer en Italie et en Allemagne devrait avoir liquidé à jamais tout fascisme, n'était-ce l'immense crédulité et bêtise des uns et la canaillerie des autres.

Nous constatons que la démocratie, même celle baptisée directe, n'est pas le remède rêvé. Or, deux solutions paraissent aujourd'hui s'imposer. Ou tout socialiser, ou tout étatiser. Ou rendre à la société tout entière sa propre gouverne, ou la plier à la règle, à la pensée, au commandement uniques avec le terrorisme. Nous, les anarchistes, restons seuls à ne pas croire à l'Etat sauveur; tous les partis politiques ne songent qu'à s'en emparer pour le dresser contre tout et tous, afin soi-disant de tout et tous sauver. Telle est la situation et jamais notre rôle d'anarchistes n'a été si grand, même si nous sommes extrêmement pauvres d'hommes, d'influences et de moyens.

Deux questions à examiner.

Mais revenons, pour finir, à la question même du vote. Ennemis par définition de toute autorité, il ne s'agit pas pour nous de sympathie ou d'antipathie, d'un grand ou d'un moindre mal, de promesses ou de menaces; mais de notre raison d'être : l'opposition à tout pouvoir, qui exclut donc un choix de gouvernement.

Ces deux questions restent réservées :

1° Croyons-nous admissible de concourir à faire pencher la balance électorale dans un certain sens de nature à créer une situation révolutionnaire, dont nous pensons nous servir sans tarder ?

2° L'abstentionnisme doit-il s'étendre à tous les votes sans distinction, ou lorsqu'il ne s'agit pas de voter pour tel ou tel pouvoir, mais pour ou contre un objet, une initiative, un projet, une mesure, un intérêt quelconque ne serait-ce pas le cas de nous prononcer aussi ?

Nous répétons qu'à notre avis les questions de nos camarades de Barcelone ne se posent même pas; celles que nous venons d'indiquer nous paraissent par contre mériter un examen, bien que nous ayons éprouvé toute notre vie une répulsion à voter en n'importe quelle circonstance et que d'autre part il y a toujours le danger en mettant un doigt dans l'engrenage électoral d'y voir passer tout le corps de ceux qui ne sont pas foncièrement anarchistes.

L. B.

L'alimentation du peuple
en régime capitaliste

Des enquêtes récentes ont établi que l'immense majorité des gens ne gagnent pas de quoi s'alimenter suffisamment.

Un seul exemple: 4,500,000 Anglais ne disposent pour leur nourriture que de 4 shillings par semaine, soit environ 45 centimes par jour et par personne. En outre, toujours pour l'Angleterre, la misère, le rachitisme et les maladies par carence dominent dans la moitié la plus pauvre de la population. Il faudrait, pour atteindre le minimum indispensable au maintien de la santé de cette population, que sa consommation de légumes, œufs et viande augmentât en moyenne de 20 à 25%. Et certains osent encore parler de surproduction !

Rôle des fabriques.

Mais il y a autre chose, bien plus grave encore. Les exigences de la vie moderne et les différents contingentements, protectionnismes, taxes douanières, etc., nous privent de la plus grande partie des aliments frais qui nous sont nécessaires. Les minoteries s'ingénient à nous livrer une farine extra-blanche, où il ne reste que de l'amidon; les fruits et légumes indispensables ne franchissent pas les frontières ou sont hors de prix, etc., etc. Résultats plus ou moins lointains: cette nourriture toujours plus raffinée provoque les maladies par manque de vitamines (absence de résistance aux maladies infectieuses, inflammations, rachitisme et bien d'autres). Le besoin de vitamines se fait donc sentir pour traiter les maladies causées par une alimentation désastreuse. Aussi les fabriques de produits pharmaceutiques s'empressent-elles de lancer sur le marché des spécialités très onéreuses, à base de vitamines plus ou moins synthétiques. Ainsi un impôt est prélevé sur la collectivité pour le profit de quelques actionnaires: ainsi les ouvriers sont rendus malades par des aliments trop purifiés pour que des fabricants puissent leur vendre — et à quel prix — les vitamines indispensables au maintien de la santé et dont est soigneusement débarrassée l'alimentation de tous les jours.

Cruelle absurdité.

Il est hors de doute que la situation alimentaire du monde est absurde. On voit d'une part des populations insuffisamment nourries et d'autre part des pays brûlant ou jetant à la mer des aliments qui auraient admirablement fait l'affaire des millions de gens qui n'ont pas de quoi manger. Cette situation est tellement criante, que la S. D. N. a décidé d'y consacrer ses efforts.

Lenteurs administratives.

Depuis 1928, la S. D. N. étudie ce problème avec la méthode la plus scrupuleusement administrative. Depuis huit ans, de sessions en sessions, de commissions en commissions, en sous-commissions et en comités, d'éminents savants ont fini par publier des rapports remarquables. Nous savons désormais ce qui manque de calories et d'albumines aux gens qui demandent à manger. Ainsi il aura fallu huit ans pour se rendre compte qu'ici des gens meurent de faim, tandis que d'autres regorgent ailleurs de matières alimentaires. En huit ans, combien de milliers d'humains ont eu le temps de mourir de faim ou de maladie !

Et combien de dizaines d'années faudra-t-il encore à la S. d. N. pour trouver l'ombre d'un commencement de solution qui satisfasse tout le monde ?

Dans ce domaine, comme dans tous les autres, chacun doit s'efforcer d'acquérir les connaissances nécessaires et ensuite de trouver des remèdes à la situation. Malheureusement, tant que l'organisation de la société sera basée sur le profit capitaliste et n'aura pas en vue le bien-être de tous, il n'y aura pas de solution véritable à ces questions.

DOCTE.

Je voudrais bien qu'on m'expliquât quel pourait être le genre de misère d'un être libre dont le cœur est en paix et le corps en santé.

J.-J. Rousseau.

Les chrétiens-sociaux au pouvoir

Chacun sait qu'en période électorale surtout nos Berra, Constantin, Leyvraz, etc. se plaisent à déclamer contre le capitalisme, la ploutocratie, les exploiteurs, posant en défenseurs des petits, des humbles, des moins fortunés et des infortunés.

Or, la presse vient de publier la dépêche suivante :

Madrid, 22 février (Havas). — *Un décret du gouvernement qui vient d'être signé par le président de la République déclare suspendues toutes les opérations en cours pour restituer leurs biens aux Grands d'Espagne.*

Le même décret suspend également le paiement des intérêts de ces biens.

Que s'était-il donc passé ? Après le *pronunciamento* monarchiste d'août 1932, le premier gouvernement républicain, sous la pression populaire, avait décidé l'expropriation des Grands d'Espagne, compromis avec une partie des officiers de l'armée dans la tentative de restauration. Or, non seulement tout ce beau monde a été amnistié, mais le chrétien-social fasciste Gil Robles et ses amis, parvenus au pouvoir, s'empressèrent de faire voter une contre-réforme agraire pour indemniser les richissimes propriétaires et en attendant leur payer des intérêts.

Voici la liste de ces grands féodaux :

Duc de Medinaceli	79.146	hectares
Duc de Penaranda	51.015	»
Duc d'Alba	34.455	»
Marquis de la Romana	29.096	»
Marquis de Comillas	23.719	»
Duc de Fernan Nunez	17.732	»
Duc d'Arion	17.666	»
Duc del Infantado	17.171	»
Comte de Romanonès	15.132	»
Comte de Torre Arias	13.644	»
Comte de Santiago	12.629	»
Marquise de Mirabel	12.570	»
Duc de Lerma	11.879	»

Ajoutons les familles de Riscal, Albuquerque, Elda, Tamames, Viana, Torno, Sotomayor et quelques autres qui possèdent ensemble 102.000 hectares.

Ainsi pour un total de 485.000 hectares une indemnité globale de 577.000.000 millions de pesetas était prévue, répartie comme suit :

14 propriétaires	383 millions
17 propriétaires	102 millions
68 propriétaires	92 millions

Cependant que des millions de paysans sont littéralement affamés, les chrétiens-sociaux s'attachaient à enrichir encore plus une centaine de richissimes.

Possible qu'il se trouve encore des malheureux pour croire aux chrétiens-sociaux imposteurs et les suivre ! L'Eglise catholique n'a jamais voulu et poursuivi que l'écrasement des pauvres. Sa charité aussi hypocrite que dérisoire doit servir à masquer des voleries comme celle dénoncée ci-dessus. Ajoutons que la peseta vaut 42 centimes suisses et un peu plus de 2 francs français.

PETITS PAPIERS

LE CAS CHALUT

Je demande pardon aux oreilles sensibles qui seront choquées par cette dissonnance phonétique: Le cas Chalut! Le cas Chalut!

Mais enfin il y a un cas Chalut et Chalut est le nom de ce député, affligé en plus d'une qualité de propriétaire, ce qui forcément le rend irascible.

Donc ce Chalut, au cours d'une rixe, comme on en voit communément dans les assemblées législatives, a proféré des menaces de mort contre un chef d'Etat.

Il s'en est tiré à bon compte, les députés ayant entre eux une certaine solidarité corporative qui exclut les mesures par trop draconiennes. Donc le Chalut n'a eu comme punition que d'être expulsé pour une séance, comme un vulgaire client du poulailler. Voilà donc réglée l'affaire du député. Voyons maintenant celle du proprio.

Pauvre proprio,
Pauvre proprio,
Ton sort n'est pas rigolo!

Donc ce M. Chalut est proprio. Il se plaint que l'argent ne rentre pas, et s'il est obligé de vendre ses baraques il se voit dans l'impérieuse nécessité d'envoyer le chef d'Etat un peu vivement au paradis ou ailleurs!

Thérapeutique un peu excessive. M. Chalut n'a-t-il pas peur d'être suivi? Il y a un manque d'entraînement, chez nous, qui sommes des centaines de mille ruinés et comment, depuis toujours! M. Chalut pensait certainement que cela devait toujours durer. Encaisser les loyers, c'est évidemment le bon filon. Mais il y a des méchants bâtons. Les locataires n'ont plus de travail et par conséquent plus d'argent et il faudrait qu'ils fussent assez bêtes pour donner au proprio les maigres secours de crise.

Non, mais, voyons, M Chalut! Du reste, vous en verrez bien d'autres.

Pauvre proprio,
Pauvre proprio,
Ton sort n'est pas rigolo!

LE TRAC

Les socialistes avaient annoncé à grand fracas une formidable manifestation pour Sarrol. Au dernier moment, dégonflage piteux. Il a suffi que quelques patriotes fascistes s'agitent pour que les directeurs du parti socialiste abandonnent la lutte, sous prétexte de ne pas tomber dans un traquenard. Nous pensons qu'il s'agit bien plus de trac tout court.

Malheureusement, c'est avec ces dégonflages successifs que l'on ouvre la voie au fascisme.

C. R.

Antisémitisme.

Il est de mode depuis longtemps de dauber sur le capitalisme juif pour mieux favoriser le capitalisme chrétien. Au lieu de s'en prendre à l'exploitation exercée par n'importe qui, cette exploitation n'est pas même mise en discussion et les colères sont détournées sur les juifs. Pour finir, ce ne sont pas les exploiteurs mais les exploités sémites qui sont persécutés, avec quelques intellectuels remarquables pour les services rendus à la science.

Or, on vient de relever que tous les grands aristocrates cléricaux et royalistes de France ont redoré leur blason en épousant des juives. Voici une liste fort incomplète :

Prince de Ligne — Mlle de Rothschild.
Prince de Polignac — Mlle Mirès.
Prince de Wagram — Mlle de Rothschild.
Duc de Richelieu — Mlle Heine.
Duc d'Etampes — Mlle Raminghen.
Marquis de Plancy — Mlle Oppenheim.
Duc de Fitz-James — Mlle Lœwenheim.
Marquis de Breteuil — Mlle Fould.
Vicomte de la Panouse — Mlle Heilbronn.
Marquis de Taillis — Mlle Caen.
Vicomte du Quelen — Mlle Herrmann-Hoppenheim.
Duc de Castries — Mlle Sina.
Duc de la Rochefoucauldd — Mlle Rumbold.
Marquis de Grouchy — Mlle Haber.
Marquis de Noailles — Mlle de Greffuhle-Luckmann.

Ainsi les juives ci-dessus nommées ont fourni à leurs nobles époux chrétiens, l'argent pour subventionner la propagande antisémite. Quel fumier que toute cette noblesse !

GENEVE

POUR HENRI TRONCHET

— Connaissez-vous Henri Tronchet? — telle fut la question posée à un témoin.

Je connais Henri Tronchet, non intimément, non comme un ami de sa famille, allant le rechercher et s'entretenir chez lui.

Mais je connais et apprécie Henri Tronchet par nombre d'articles qu'il a fait paraître dans la presse ouvrière, articles tendant tous à éclairer la classe ouvrière dans sa lutte de chaque jour contre les patrons et les dirigeants, à dénoncer la plus grande des iniquités : l'exploitation de l'homme par l'homme.

Où j'ai le plus estimé le camarade Henri, ce fut dans l'action directe menée par lui contre les évacuations et les saisies, infligées aux chômeurs.

C'est dans ce rôle que nous avons surtout à le juger. J'ai entendu plus d'un, au cours de ses mésaventures, dire : « Dommage qu'un Tronchet ne soit pas là pour m'aider ! »

Réflexion bien naturelle pour tous ceux qui n'ayant pas d'argent pour vivre et payer leur loyer, à la suite du chômage, ont frissonné à l'idée de voir saisir leur mobilier, quelquefois acheté au prix de privations et sacrifices de toutes sortes. Sans être pour rien fautif, il est dur de voir son petit avoir mis aux enchères et vendu à un prix dérisoire. C'est alors que parfois nous sentons gronder en nous un esprit de révolte, s'allumer la flamme de la haine contre ceux qui nous obligent à vivre d'une vie aussi misérable, sans lendemain.

Ce sont des moments où il est bon de rencontrer des camarades comme Henri Tronchet, s'offrant à vous venir en aide, à tout risquer pour vous sauver, avec une générosité et une abnégation admirables.

N'était-ce pas émouvant de voir ce jeunet faire de l'opposition, affronter les rapaces, braver les coups, se dépenser sans compter malgré sa faible constitution physique ? D'autres fois il donnait son obole ou faisait circuler des listes de souscription pour secourir les misères d'autrui.

Camarades, regardez autour de vous aux moments de détresse, cherchez même parmi vos connaissances combien sont prêts à vous venir en aide efficacement, et vous comprendrez la valeur d'un militant comme Henri Tronchet. Tous les chômeurs, toutes les victimes des réactionnaires qui connurent son appui fraternel éprouveront un serrement de cœur en le sachant frappé d'une lourde peine. Aussi le moment est-il venu de lui rendre une partie de ce que nous lui devons, de faire preuve à notre tour de solidarité en souscrivant sur les listes en circulation ou en adressant notre obole au Comité d'Entr'aide, Compte de chèques postaux I. 7185, Bersot, 10, rue Cavour, Genève.

Baumg.

SALLE DU GRUTLI -- CHANTEPOULET, 21

VENDREDI 13 MARS, à 20 h. 30

Les Anarchistes et le Front populaire

Conférence publique et contradictoire par le camarade suisse, résidant à Paris, Reymond

Introduction du sujet par L. Bertoni

Invitation cordiale à tous.

Groupe du Réveil anarchiste.

LA RÉVOLUTION à Genève

(Suite.)

La Révolution égalitaire

Les clubs et la bourgeoisie.

Comme ils avaient été les instruments de l'insurrection, les clubs devinrent les contrôleurs du nouveau pouvoir qui, tout en étant issu de ses rangs, s'en éloignait très vite. Soulavie, le résident français, trouva que « les clubs de Genève sont si essentiels à la révolution qu'ils entrent légalement dans la forme du gouvernement ». En réalité, les clubs représentaient l'élément populaire, progressif, contre la bourgeoisie contente de la victoire de décembre et qui avait su s'emparer de la direction des deux comités exécutifs et de l'Assemblée nationale convoquée pour élaborer la constitution. Ces organismes firent tout leur possible pour échapper à l'influence des clubs. Mais ceux-ci augmentent en nombre et en autorité auprès des masses de plus en plus déçues du nouveau régime.

Elles attendaient avant tout, de lui, des mesures efficaces pour enrayer la crise commerciale et alimentaire, qui faisait des ravages toujours plus étendus. Elles en rendaient responsables la classe bourgeoise, qui ne souffrait pas de la crise. Il est vrai qu'en partie la crise était le résultat de causes extérieures à Genève : La France avait interdit toute importation d'articles de luxe, ce qui touchait l'industrie genevoise plus que toute autre. L'Empire autrichien, en guerre contre la France révolutionnaire, avait également interdit l'exportation de denrées en Suisse, pour en empêcher la contrebande vers la France ; l'aristocratie bernoise, dont le règne s'étendait jusqu'aux portes de Genève, avait interdit l'exportation de viande de boucherie en dehors des frontières cantonales. Par conséquent, les prix du blé et de la viande montaient à des hauteurs fantastiques. Les artisans et ouvriers, chômeurs en grande partie par suite de la crise d'écoulement, furent littéralement affamés par les accapareurs et les monopoleurs. Ceux-ci préféraient vendre le blé en France, où ils réalisaient des prix bien supérieurs à ceux de Genève, ou encore ils exportaient des marchandises genevoises en France pour les réimporter aussitôt après et les vendre à un prix exorbitant, « justifié » par la pénurie artificiellement créée par ces manœuvres. Pour ne pas enfreindre la liberté individuelle, le gouvernement se refusa de taxer les denrées, mesure qui fut cependant appliquée, à la même époque, à Paris. Au nom des droits de l'homme, la bourgeoisie gouvernante fit ainsi accroître la misère et la faim.

C'est alors que les masses exploitées sentent de plus en plus clairement que, pour éviter la disette et le dessèchement économique total, il faut qu'elles prennent leur sort dans leurs propres mains. Et à la révolution bourgeoise de 1792 succédera la révolution jacobine de 1794, au libéralisme l'égalisme.

La pensée de Rousseau.

Dans la préparation de la « seconde » révolution, la théorie servait d'appui précieux. Au langage radical des faits s'ajoutait le langage radical des philosophes-politiciens. Rousseau avait été l'un et l'autre et ses idées avaient, de plus, mûri dans l'atmosphère de la Genève laborieuse. Dans son *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, il avait écrit qu'il « est manifestement contre la loi de nature... qu'une poignée de gens regorge de superfluités, tandis que la multitude affamée manque du nécessaire ». Et, en s'adressant aux riches : » Ignorez-vous qu'une multitude de vos frères périt ou souffre du besoin de ce que vous avez de trop, et qu'il vous fallait un consentement exprès et unanime du genre humain pour vous approprier sur la subsistance commune tout ce qui allait au delà de la vôtre ? ». Et, comme seule solution du problème social, le principe égalitaire: « Sous les mauvais gouvernements, cette égalité n'est qu'apparente et illusoire ; elle ne sert qu'à maintenir le pauvre dans sa misère, et le riche dans son usurpation. Dans le fait, les lois sont toujours utiles à ceux qui possèdent, et nuisibles à ceux qui n'ont rien, d'où il suit que l'état social n'est avantageux aux hommes qu'autant qu'ils ont tous quelque chose et qu'aucun n'a rien de trop. » *(Contrat social*, I, 10.) Certes, Rousseau n'était pas encore socialiste, car il n'abordait le problème social que du point de vue de la distribution des biens, il ne posait pas la question de la transformation de la propriété privée en propriété sociale. Au contraire, il préconisait le régime actuel de propriété. « Il est certain que le droit de propriété est le plus sacré de tous les droits des citoyens et plus important à certains égards que la liberté même ». *(Discours sur l'Economie politique)*. Le procès de la transformation de la propriété privée en propriété capitaliste n'était, en effet, pas encore assez avancé pour permettre, fût-ce à un génie comme Rousseau, d'entrevoir la solution socialiste : l'expropriation des expropriateurs. L'idéal de Rousseau est la conservation de la petite production artisanale. « Rien n'est plus funeste, dit-il, aux mœurs de la république que les changements continuels d'état et de fortune entre les citoyens ». *(Discours sur l'inégalité)*. Il veut arrêter le progrès capitaliste qui révolutionne les rapports sociaux, et il n'y voit pas encore l'acheminement vers une forme supérieure de la production, l'économie socialiste.

Bien que sous une forme plus radicale, les égalisateurs de 1794 représentent l'idéal de Rousseau. Malgré leurs essais de s'attaquer aux bases mêmes du régime économique privé, ils verront leur tâche principale dans l'obtention d'une répartition plus juste des biens entre les diverses classes. Ils ne s'attaqueront pas aux causes, mais aux symptômes.

Grenus, l'avocat du peuple.

Si Rousseau fut le père de la révolution jacobine, Grenus en fut l'avocat. Chez lui, le même langage vis-à-vis de la bourgeoisie possédante: « Nous ne voulons rien vous enlever, mais nous ne voulons pas que celui qui n'a rien paie pour vous et nous ne pouvons pas nous charger de la protection de votre propriété et de vos personnes si vous ne payez pas l'indemnité nécessaire à cette protection. »

De même Bourdillon, un des chefs de 1794, énonce « le principe que le riche doit une partie de son superflu à la société et que la société doit des secours aux indigents. » Grenus s'élance, dans un discours vigoureux, contre les riches : « Il est grand, il est immense, votre compte avec le peuple... Ces richesses immenses que vous accumulez, et dont vous jouissez sous une protection que vous lui faites payer prodigieusement cher, vous en regorgerez en dédommagement, par l'acte le plus juste auquel, la liberté puisse contraindre la tyrannie ; et à l'avenir vous vous chargerez de la très grande partie des impôts qui ne sont utiles qu'à vous : on en soulagera le peuple. Le pain sera libre en tout temps ». Et ailleurs, il dit : « On constate avec effroi ce que l'ancien régime arrachait à la subsistance nécessaire du peuple pour payer la verge dont il le frappait... Effaçons, il est temps, ces affreuses maximes qui voulaient que le peuple eût faim pour qu'il travaillât... il ne faut pas craindre de faire payer les riches, ils jetteront les hauts cris, cela va sans dire, mais ils payeront... c'est à la société d'entretenir les vieux et les infirmes, la communauté des biens de l'origine des associations n'a pu être rompue que par l'engagement tacite mais sacré de ne jamais en abandonner les membres. Le peuple fait la révolution, c'est pour lui qu'elle doit être faite et c'est cependant le dernier auquel on pense.»

Mais Grenus devait se rendre de plus en compte qu'il était vain de demander aux riches de subvenir aux besoins du peuple. Ainsi le gouvernement démocratique, pour aider aux chômeurs, demande que les citoyens aisés souscrivent la somme ridicule de 20.000 livres. Pour « faire payer les riches » il faudra que les « pauvres » eux-mêmes s'en chargent directement.

Le régime bourgeois.

Il est vrai que la bourgeoisie élevait les impôts pour toutes les classes, percevait les impôts arriérés, augmentait les traitements d'instituteurs, rendait l'instruction primaire obligatoire, concentrait pour la première fois toutes les dépenses et recettes dans un département des finances. Mais elle n'est pas capable d'apporter une réforme profonde aux finances et à l'économie. De même, la France révolutionnaire ne touchait pas à l'organisation financière de Genève, car le trésor de Paris pouvait toujours y trouver des fonds en abondance pour souscrire à ses emprunts.

La bourgeoisie au pouvoir ne fut même pas capable de liquider l'ancien régime politiquement. A côté des nouveaux comités l'ancienne administration fut maintenue. En novembre 93, onze mois après l'insurrection de décembre, un orateur au Club Fraternel soulignait le danger d'une telle politique réformiste : « Citoyens, disait-il, votre révolution n'est pas complète, si vous conservez les restes corrompus de l'ancienne administration et une législature qui laisse une marge à l'administration capable de retarder les heureux effets de votre révolution, que dis-je, capable de vous replonger par des gradations insensibles dans le bourbier de l'aristocratie » (16-11-93).

Ce fut également l'avis de Grenus qui déclarait : « Je ne suis pas de ceux qui croient que le nouveau système doive être confié aux partisans de l'ancien. Cette erreur en France y a amené précisément les horreurs de la guerre civile. Il faut, disent quelques-uns, faire aimer le nouveau régime aux partisans de l'ancien en les intéressant à ses succès, comme si le goût de l'autorité et de l'arbitraire passait comme le goût du vin lorsqu'on y insère de certains breuvages. » Et dans un autre numéro de son journal, il écrit: « Arrachez la couronne entière de la tête des tyrans ou n'en ôtez qu'un fleuron, leur vengeance n'en est pas moins terrible; voilà une vérité dont on doit se convaincre, voilà une vérité qui ne saurait être trop répétée. La liberté ou la mort; non pas cette mort que l'on attend, mais cette mort que l'on cherche en la communiquant à ses ennemis. On ne peut se dissimuler que la liberté n'ait dans l'intérieur des ennemis plus dangereux que ceux de l'extérieur. On doit les surveiller et les inscrire sur le grand livre du dernier jugement à mesure qu'on les découvre. »

Cette tâche, la suppression totale de l'aristocratie, les démocrates bourgeois ne veulent pas l'entreprendre, ou plutôt ils ne le peuvent pas, car pour l'accomplir, il leur faudrait faire, une fois de plus, appel à la masse des faubourgs qui cette fois ne se contenterait plus avec la victoire des ennemis de leurs ennemis, mais s'attaquerait directement à leurs ennemis les plus immédiats, les bourgeois eux-mêmes. La liquidation des restes de l'Ancien Régime sera donc une des fonctions de la terreur jacobine.

Vers l'insurrection.

L'accentuation de la crise économique accélérait le dénouement de la crise politique. L'hiver de 93-94 fut le plus dur depuis longtemps. Le gouvernement devait s'efforcer d'exhorter les masses affamées et inquiètes à la résignation. Voici ce qu'il dit dans un de ses appels publics : « Citoyens que la rigueur des circonstances réduit au besoin, considérez que les moyens de subvention sont exténués par les circonstances mêmes. Sachez supporter avec courage des privations momentanées que les citoyens aisés sont bien forcés aussi de supporter (!?) » (23-11-93).

Mais le peuple ne se laisse plus endormir par ces appels au calme et à la paix entre les classes. Il sait que la pénurie résulte en bonne partie de la spéculation. Il sait aussi qu'une certaine partie des grains est consommée par les chevaux des riches. Et ils vont assiéger, un beau matin, les portes de la ville pour empêcher la sortie des équipages. Le club de l'Egalité, plus sérieux, demande l'institution d'un Mont-de-Piété qui se substituerait aux usuriers et demanderait 4-6 % d'intérêts au lieu de 50. Il proteste contre la dilapidation des fonds par les spéculations par lesquelles des sommes considérables sont tirées hors de Genève. (Janvier 94). Le peuple n'est non plus dupe des faillites nombreuses qui ne sont qu'un moyen d'exproprier les créanciers. Un club « se demande comment il arrive qu'un banqueroutier puisse se montrer lui et les siens sous les dehors de l'opulence, tandis que ceux de ses créanciers qui lui avaient confié des épargnes lentement amassées par un pénible travail, se trouvent subitement réduits à la pauvreté ? » Il ajoute que «contre le délire et la cupidité... les palliatifs et les demi-mesures ne sont plus de saison».

Il est vrai que ce n'est pas encore le régime capitaliste mais l'Ancien Régime, ses représentants, et ceux qui en tolèrent encore les débris qui sont rendus responsables de l'état de choses. Mais si apparemment il y a lutte contre l'ancienne aristocratie, les masses laborieuses s'insurgent, en fait, contre la nouvelle aristocratie marchande, contre les capitalistes. Au printemps 1794, les clubs demandent la perception d'une taxe extraordinaire sur les grandes fortunes, et cette revendication forme bientôt le centre de l'agitation populaire. Après de multiples tergiversations, le gouvernement se voit contraint de soumettre le projet au vote du Conseil Général. Mais dans ce mois de juin, Genève se trouvait déjà « sur le cratère » et il règnait un « esprit de vertige et d'étourdissement dans l'administration qui est précurseur de l'orage » (Grenus, le 3-6-94). C'est Grenus qui a fait cette juste prévision. Quinze jours plus tard, l'orage éclatait. Ou plutôt il fut déchaîné, car il a été préparé et fixé pour la veille du vote de la taxe. Le peuple était cette fois d'avis que, pour assurer la victoire de la démocratie, il fallait que l'arme de la critique et du droit de vote soit renforcée par la critique des armes. Les révolutionnaires déclarèrent qu'il s'agissait d'empêcher le sabotage probable par le gouvernement d'un vote désagréable pour les riches. Pour défendre la démocratie, il fallait briser la Constitution qui venait d'être acceptée.

Les jacobins genevois avaient bien choisi le moment. La vague de la révolution était encore montante. A Paris, Robespierre était à l'apogée de sa puissance. Et à Genève, où la révolution avait commencé plus tard, ses forces furent plus grandes, étant encore plus jeune.

Certes, la « liberté » abstraite existait, à Genève en 1794, mais il s'agissait de ne pas se la laisser ravir. « Peuples libres, s'était écrié Rousseau, souvenez-vous de cette maxime : on peut acquérir la liberté, mais on ne la recouvre jamais ». *(Contrat social, II, 8)*. Ainsi, les jacobins poussent la révolution en avant sans attendre le moment du danger immédiat de la contre-révolution. Ils poursuivent une tactique agressive, la seule qui puisse garantir la victoire. Ils veulent acquérir toujours plus de liberté jusqu'à ce que la quantité de liberté politique se transforme en qualité d'égalité économique. Car ils savaient que « la liberté n'est qu'un fantôme si une classe est en état d'affamer l'autre, si le riche par son monopole, décide sur la vie ou la mort du pauvre. » (Jacques Roux, hébertiste).

« Prévoyons l'avenir, n'attendons pas d'être mordu pour chasser le chien », avait proclamé un des chefs, en mars 94. Ses mots furent écoutés. Les ouvriers genevois organisent leur propre insurrection qu'ils considèrent, d'accord avec la Constitution française de 1791, comme « le droit le plus sacré du peuple. »

Rien ne put arrêter le peuple.

L'insurrection fut soigneusement préparée par les clubs, notamment les clubs des Marseillais et des Montagnards, « composés de la dernière classe du peuple et où étaient admis beaucoup d'étrangers » (Yvernois). Comme nous le disions déjà, elle fut fixée pour la veille de la votation sur la taxe extraordinaire. Les masses, foncièrement démocratiques, n'avaient pourtant plus de confiance dans le fonctionnement de la démocratie bourgeoise. Il s'agit donc de prendre des mesures contre les riches. Si la votation a été enfin acceptée par la bourgeoisie, ce fut uniquement par la menace du peuple en armes de faire, au cas contraire, la « seconde révolution ». Mais par cette concession, la bourgeoisie non seulement n'avait pas gagné la confiance populaire, elle avait, de plus, découvert sa faiblesse. Si la proposition de l'impôt était la conséquence d'une contrainte, son exécution le deviendra également ; les ouvriers percevront eux-mêmes la contribution des riches. Et pour en être à même, ils s'insurgent contre le pouvoir bourgeois. « Rien ne put arrêter le peuple, on courut aux armes, et le gouffre révolutionnaire s'ouvrit » (Bousquet). En vain, les chefs tentèrent, selon leur propre aveu, de freiner le mouvement et de calmer les masses. Pour ne pas perdre leur vie, ils devaient se mettre à la tête de l'insurrection.

Celle-ci fut si bien organisée, son moment si bien choisi, qu'aucune goutte de sang n'y fut versé. Un comité des sept, composé des représentants des plus grands clubs, fut chargé de l'organisation de l'insurrection. Le 19-7, il donna l'ordre à tous les révolutionnaires de se rendre en armes dans un lieu déterminé et aux non révolutionnaires de se dessaisir des leurs, et de les placer à la porte de leurs maisons. Les révolutionnaires qui seuls avaient donc le droit de se présenter en armes dans les rues, furent les citoyens enrégistrés dans un club révolutionnaire. Ce fut l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie.

La résistance de cette dernière fut nulle. Dans un « récit (contre-révolutionnaire) des malheurs de Genève » nous lisons : « Les personnes dont la haine pour le désordre était bien connue... n'entrevirent pas la possibilité d'une résistance, puisque les factieux étant ralliés depuis la veille auraient accablé successivement chaque individu qui se serait permis le moindre murmure ou se serait joint à d'autres mécontents. Les bons citoyens se soumirent donc encore et se laissèrent désarmer ». De la sorte, « une seule nuit révolutionnaire a fait passer les armes des hommes à propriété entre les mains de ceux qui n'en ont point. » (Yvernois.)

(A suivre)

AU JAPON

Nous adressions quatre ou cinq exemplaires de notre journal à des camarades japonais qui nous en avaient fait la demande. Or nous recevons de l'administration des postes la communication suivante:

Nous vous informons que les bureaux postaux japonais de Yokohama et Tokio ont séquestré les exemplaires de votre périodique adressés au Japon.

Ce séquestre est motivé par les dispositions de la Convention postale universelle, art. 46, l. d, permettant aux administrations de saisir les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le pays de destination.

Dans un pays où la politique se poursuit à travers des assassinats, dont chacun paraît revendiquer la responsabilité à titre d'honneur, nous comprenons que notre *Réveil* n'a pas paru à la hauteur de la mentalité meurtrière des classes dirigeantes, qui l'ont ainsi séquestré. Ce n'est pas sans une vive inquiétude que nous nous demandons ce qu'il est advenu des destinataires, dont jusqu'à ce jour nous sommes sans nouvelles.